



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU VENDREDI 11 OCTOBRE 2024**

**CM2024/10/11/19 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À LA VILLE DE PARIS POUR LA CRÉATION
DE TROIS SITES DE BAINNADE EN HÉRITAGE**

DATE DE LA CONVOCATION : 4 octobre 2024
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-10 et L.5219-1,
- Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,
- Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,
- Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,
- Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,
- Vu** les délibérations CM2016/09/18, CM2017/03/07, CM2017/09/29/08 et CM2017/12/08/13 portant sur la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,
- Vu** la délibération CM2017/04/28/04 relative à la convention de partenariat avec le syndicat Marne Vive pour l'organisation d'un forum sur la baignade en Seine et en Marne,
- Vu** la délibération CM2018/09/28/11 portant soutien à la démarche d'aménagement de sites de baignade pérennes en Seine et en Marne,
- Vu** la délibération CM2018/11/12/12 adoptant le Plan Climat Air Énergie Métropolitain,

Vu la délibération CM2019/06/21/14 relative au soutien aux communes organisant un Big Jump métropolitain le 14 juillet 2019 en faveur de la baignade en milieu naturel et de la protection des milieux aquatiques,

Vu la délibération BM2019/07/02/07 relative au protocole d'engagement pour la baignade en Seine et en Marne,

Vu la délibération CM2022/04/04/27 relative au financement de l'étude portée par le syndicat Marne Vive relative à la préparation à l'ouverture de sites de baignade en Marne,

Vu la délibération CM2022/07/01/26 portant soutien aux initiatives en faveur du tourisme et des loisirs « fluvestres »,

Vu la délibération CM2023/04/14/32-01 relative au soutien aux animations et au Big Jump métropolitain dans le cadre de l'édition 2023 de « votre été au bord de l'eau avec la Métropole du Grand Paris »,

Vu la délibération BM2023/06/20/06 relative à l'attribution des subventions aux organisateurs d'animations et au Big Jump métropolitain dans le cadre de l'édition 2023 de « votre été au bord de l'eau avec la Métropole du Grand Paris »,

Vu la délibération CM2023/10/12/21 relative au lancement de la révision du Plan Climat Air Énergie Métropolitain,

Vu la délibération BM2024/02/06/07 portant soutien aux communes organisant un Big Jump métropolitain le 14 juillet 2024 en faveur de la baignade en milieu naturel et de la protection des milieux aquatiques,

Vu la délibération CM2024/02/15/17-1 relative à la modification des délégations du Conseil de la Métropole du Grand Paris au Bureau,

Vu la délibération 2024DJS84 du 23 mai 2024 par laquelle le Conseil de Paris a donné son approbation au principe de gratuité d'accès aux trois sites de baignade et délégation de pouvoirs à la maire de Paris de déposer toute demande administrative relative à la réalisation des trois sites (12^e, 15^e, Paris Centre),

Vu la délibération CM2024/04/09/01 relative à l'accompagnement des candidats à l'ouverture d'un site de baignade en héritage,

Vu la décision du 6 juin 2024 de la maire de Paris relative à la sollicitation de subvention à la Métropole pour les études relatives à l'aménagement de trois sites de baignade en Seine à Paris,

Vu le protocole d'engagement sur la baignade en Seine et en Marne signé en octobre 2019,

Vu le cahier de l'APUR 2018 sur les sites candidats à l'ouverture d'une baignade et sa mise à jour en 2023,

Vu la demande de subvention de la ville de Paris, reçue par courrier du 20 juin 2024,

Vu le projet de convention entre la Métropole du Grand Paris et la ville de Paris pour l'ouverture de sites de baignade en héritage,

Considérant la compétence de la Métropole en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement, de politique du cadre de vie et de gestion des milieux aquatiques et protections contre les inondations (GeMAPI),

Considérant l'ambition portée par la Métropole du Grand Paris depuis 2016 en faveur de la baignade en Seine et en Marne,

Considérant l'ambition nationale de disposer après les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 de sites de baignade en héritage,

Considérant le rôle de la Métropole dans l'accélération et l'accompagnement de ces projets sur son périmètre,

Considérant que la demande de la ville de Paris concerne, dans une première phase, des études environnementales et techniques nécessaires à un projet d'ouverture de trois sites de baignade dans Paris intra-muros,

Considérant que le montant de ces études est de 1 146 011€ (un million cent quarante-six mille onze euros),

Considérant qu'à titre exceptionnel et pour permettre la réalisation du projet d'ouverture des trois sites de baignade identifiés sur la ville de Paris dès 2025, les dépenses concernées ont déjà été majoritairement engagées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DÉCIDE l'octroi d'une subvention à la ville de Paris d'un montant de 573 005€ (cinq cent soixante-treize mille cinq euros) pour les études nécessaires à l'ouverture de trois sites (projets) de baignade pérennes dans Paris.

AUTORISE, à titre exceptionnel, l'attribution de cette subvention pour les dépenses que l'urgence et l'intérêt du projet commandaient d'engager de manière anticipée.

APPROUVE le projet de convention de financement entre la ville de Paris et la Métropole du Grand Paris.

AUTORISE le président ou son représentant à signer la convention de financement avec la ville de Paris et tous les actes y afférents.

DÉLÈGUE au Bureau de la Métropole la possibilité de conclure des avenants à la convention de financement entre la ville de Paris et la Métropole du Grand Paris, hors modification substantielle.

AUTORISE le président ou son représentant à procéder au contrôle de la réalisation des projets d'investissement financés par la Métropole du Grand Paris.

PRÉCISE que le bénéficiaire des subventions s'engage à réaliser l'intégralité de la dépense déclarée et qu'un remboursement à due concurrence du trop-perçu pourra, à défaut, être demandé par la Métropole du Grand Paris.

DIT que les crédits seront imputés en section d'investissement sur l'autorisation de programme « ZI7600001-valorisation des espaces naturels », opération « 20099 Aménagement de sites de baignades ».

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.